

# « Nous sommes entrés dans une nouvelle séquence, imprévisible »

L'historien et philosophe politique néerlandais Luuk van Middelaar condamne l'intervention russe en Ukraine. Mais, selon lui, pendant trop longtemps, on n'a pas voulu entendre ceux qui évoquaient le risque d'une telle guerre aux portes de l'Europe.

ENTRETIEN

WILLIAM BOURTON

Les canons tonnent à la frontière est de l'Union. Comment en est-on arrivé là ? Les dirigeants européens ont-ils été à la hauteur du péril, de cette crise qui couvait depuis des années ? Nous avons interrogé l'historien, philosophe et professeur de droit européen de l'université de Leyde (Pays-Bas) Luuk van Middelaar, qui vient de publier *Le réveil géopolitique de l'Europe*.

**Le mot « guerre » avait disparu du vocabulaire des Européens depuis longtemps. Avec l'intervention militaire russe en Ukraine, il fait son grand retour, du moins dans les têtes – car stricto sensu, à ce stade, l'Union n'est pas impactée...**

Le conflit avec la Russie est latent depuis 2008 mais il est clair que, là, on a franchi un seuil. On est passé d'un *frozen conflict* à une invasion militaire d'un grand pays, ce qui, peut-être, va nous mener à une « guerre froide chaude » entre la Russie, l'Europe et les États-Unis. Donc, clairement, cela signifie que c'est un retour à un monde où la force devient visiblement un principe d'organisation du monde et de l'ordre international.

**Cela marque-t-il l'échec (la mort ?) du « soft power » européen ?**

Il y a effectivement cette idée que vous évoquez, qui est que, depuis 1945, et encore plus depuis la fin de la guerre froide, nous représentons la force des principes tandis qu'un Poutine ne représente que le principe de la force. Pour moi, c'est, sinon faux, du moins une représentation simpliste. Ce que nous avons gentiment et innocemment oublié, c'est que la force de nos principes – notre attachement au multilatéralisme, aux droits de l'homme, à la démocratie, etc. – repose aussi sur du pouvoir. Il y a un fondement du pouvoir américain qui sous-tend notre ordre libéral, pour l'appeler ainsi. Mais ce pouvoir, il est devenu invisible et, du coup, on a cru que cet ordre libéral était devenu une donnée ou un droit naturel et un acquis. Non. Et ce qu'on voit depuis quinze ans, c'est que l'équilibre des pouvoirs dans le monde change, que le moment unipolaire américain, qui a commencé en 1989 et qui a duré au moins jusqu'en 2008, touche à sa fin. On parle donc d'une période de vingt ans où nous avons pu croire que la



logique de la force n'avait plus de sens, était dépassée, relevait de l'Histoire. C'était une erreur parce que le pouvoir était toujours là, sauf qu'il n'était pas contesté – et nous convenait parfaitement en tant qu'Européens. Ce que Poutine montre, c'est qu'on est bien dans une situation de puissance contre puissance, de force contre force. Et depuis 15 ans, l'Ukraine se trouve au centre de ce clash, qui est devenu une guerre, tragiquement, entre le pouvoir américano-européen, d'une part, et le pouvoir russe, d'autre part.

**Que s'est-il passé en 2008, quel est ce tournant que vous évoquez ?**

Il y a trois choses simultanées, entre août et septembre 2008. L'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, qui marque de façon très visible le grand retour de la Chine. La guerre dans le Caucase entre la Géorgie et la Russie. Et la crise financière et bancaire, qui induit une perte de la crédibilité occidentale, américaine et européenne, par rapport à la supériorité de notre modèle économique et financier. Je suis historien et, pour moi, c'est assez fascinant : en l'espace de cinq, six semaines, il y a vraiment un basculement. Cela a conduit, en 2014, à l'intervention encore larvée de la Russie en Crimée. J'ai vécu cette séquence de près, aux côtés du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et notamment le Conseil européen d'urgence du 6 mars, au cours duquel on s'est demandé déjà comment faire pour arrêter la Russie et soutenir l'Ukraine... Pendant longtemps, Poutine a été le maître de l'ambiguïté stratégique mais là, aujourd'hui, il y a quelque chose qui est rompu dans sa tête. Et donc, aujourd'hui, le 24 février, il y a un acte de guerre qui s'inscrit dans une longue histoire et qui ouvre aussi, sinon une nouvelle ère, une nouvelle séquence, assez imprévisible.

**Les dirigeants européens ont-ils été à la hauteur du péril qui grandissait ?**

**Vladimir Poutine, Angela Merkel et François Hollande, lors des négociations de Minsk sur un accord de cessez-le feu dans le Donbass, en février 2015 : « L'accord de Minsk II était la seule issue viable de ce conflit », estime Luuk van Middelaar.** © EPA

**Luuk van Middelaar**

Luuk van Middelaar est un historien et philosophe politique hollandais, né en 1973. Il est professeur de droit européen à l'Université de Leyde et commentateur politique pour le *NRC Handelsblad*. De 2010 à 2014, il fut également la plume et le conseiller politique du président du Conseil européen Herman Van Rompuy. Dans sa bibliographie, citons, en français, *Le passage à l'Europe* (Gallimard, 2012) et *Le réveil politique de l'Europe* (Editions du Collège de France, 2021).



**Le réveil géopolitique de l'Europe**  
LUUK VAN MIDDELAAR  
Editions du Collège de France,  
96 p., 16 €

Je trouve que, après une humiliation au mois de janvier, lorsque les Russes et les Américains ont négocié au-dessus de nos têtes à Genève, le président Macron, puis le chancelier Scholz ont vraiment insisté pour ouvrir une voie diplomatique, pour faire revivre la seule issue viable de ce conflit qu'était l'accord de « Minsk II » (1). Macron et Scholz sont allés à Kiev et à Moscou en inscrivant leur action en tant que membres du Conseil européen. On les a vus s'exprimer au Kremlin derrière un drapeau de leur pays et un drapeau européen. La semaine dernière encore, en marge du sommet Afrique-Europe, ces deux dirigeants ont aussi fait part de leurs démarches auprès de leurs collègues. Et à Moscou, Scholz, cela a été peu rapporté, a même débriefé les vingt-sept ambassadeurs de l'UE en Russie. Pour moi, c'était donc une action européenne coordonnée où, c'est bien normal, les dirigeants des deux grands États membres de l'Union ont pris l'initiative. Pour parler à un dirigeant russe, il faut avoir derrière soi un peu de pouvoir étatique et économique... Et ils ont fait un contrepoint utile à l'avis des « faucons », que ce soient les Britanniques ou la plupart des conseillers du président américain, dont le secrétaire d'Etat Blinken et d'autres.

**Mais ont-ils bien pris la mesure de la rancœur de la Russie à l'égard des pays de l'Otan, consécutive à l'extension vers sa frontière ouest ?**

Clairement, non. Il est évident que tous les dirigeants américains et européens membres de l'Otan savaient que la Russie n'allait pas prendre à la légère une entrée de l'Ukraine dans l'Otan – ni d'ailleurs dans l'Union européenne, mais laissons cela de côté. Il faut savoir que, le 3 avril 2008, lors du fameux sommet de l'Otan de Bucarest, c'est la demande personnelle de George W. Bush qu'on a promis à l'Ukraine et à la Géorgie qu'elles deviendraient membres de l'Otan alors que les

propres conseillers du président américain le lui avaient déconseillé. Et au grand dam des Européens. Mais ils ont laissé faire, y compris Merkel, qui était là. Récemment, le secrétaire général de l'Otan de l'époque, Jaap de Hoop Scheffer, a expliqué à la télévision hollandaise que, le lendemain, il a eu une réunion houleuse avec Vladimir Poutine au cours de laquelle ce dernier lui a dit : « Cela ne se passera pas ! »... Il y a neuf jours encore, à Moscou, Scholz a

*Il est évident que le président russe n'a pas le droit de faire ce qu'il fait aujourd'hui. Mais il a le pouvoir... Et il ne suffit pas, pour nous, de répéter qu'il n'a pas le droit si on n'a pas de réponse au fait qu'il a le pouvoir*

”

affirmé que la question de l'appartenance de l'Ukraine à l'Otan n'était pas à l'agenda ; Macron est allé jusqu'à offrir un moratoire. Mais cela n'a pas suffi à Poutine – ce qui lui a valu beaucoup de critiques. Maintenant, pour en revenir à l'essentiel, il est évident que le président russe n'avait pas le droit d'interdire à l'Ukraine ou à la Géorgie d'entrer dans l'Otan et, a fortiori, il n'a pas le droit de faire ce qu'il fait aujourd'hui. Mais il a le pouvoir... Et il ne suffit pas, pour nous, de répéter qu'il n'a pas le droit si on n'a pas de réponse au fait qu'il a le pouvoir...

**Cette guerre à nos portes n'en reste pas moins une terrible douche froide...**

Il y a plus de vingt ans déjà, le grand stratège américain George Kennan (qui a théorisé la politique de « l'endiguement » de l'URSS durant la guerre froide, NDLR) a dit et répété qu'on risquait la guerre. Mais on était dans la période que j'ai évoquée, celle de « la mondialisation heureuse », de « la fin de l'Histoire », où on pensait que la Russie deviendrait peut-être même membre de l'Otan, une démocratie libérale, avec Eltsine... C'était une autre époque, mais il n'empêche qu'il y a eu des gens qui, dès ce moment-là, ont dit que ça finirait mal un jour. Il paraît que ce jour est arrivé...

(1) Accord sur un cessez-le-feu au Donbass, conclu le 11 février 2015 entre la Russie (Poutine), l'Ukraine (Porochenko), la France (Hollande), l'Allemagne (Merkel) et des représentants des Républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk.